

Marielle de Sarnez



Première réunion du nouveau Parlement européen issu des élections du 7 juin dernier. Renouvellement et féminisation caractérisent cette nouvelle Assemblée : près de la moitié des députés européens sont de nouveaux élus, et les femmes représentent désormais plus d'un tiers de l'Assemblée.

Le choix du Président du Parlement, premier élu polonais à occuper cette fonction, fait planer le souvenir de notre ami Bronislaw Geremek, disparu tragiquement il y a juste un an.

Les différentes postes à responsabilités attribués, le Parlement commence à travailler. La rentrée s'annonce dense pour les députés : c'est le début de la Présidence suédoise, avec un programme chargé pour répondre à la crise économique et sociale et pour faire valoir des objectifs ambitieux en matière climatique en vue du Sommet de Copenhague.

L'explosion de violences à travers le monde, en Chine, en Iran, au Honduras incite le Parlement européen à condamner fortement ces brutalités et à réaffirmer la nécessité du dialogue entre les peuples et en leur sein.

Nos exigences démocrates ont par ailleurs inspiré le mémorandum du groupe de l'Alliance des Démocrates et Libéraux transmis au futur candidat à la présidence de la Commission européenne. Nous attendons la fin de l'été pour recevoir le programme de la prochaine Commission. Les députés pourront alors juger de la valeur de l'exécutif européen qui aura la lourde charge de faire sortir l'Union européenne de la crise et de répondre aux grands enjeux de demain.

Jean-Luc Bennahmias



Le premier sentiment que je souhaite exprimer est mon soulagement sur le report du vote destiné à élire le président de la Commission européenne. L'ADLE et notre président Guy Verhofstadt ont joué un rôle primordial et il nous revient de saluer avec enthousiasme la compétence de ce dernier.

Face à la crise financière, économique et sociale, face à l'abstention lors des dernières élections européennes, il était urgent d'attendre et de peser avec attention le portrait, les compétences et le projet du prochain chef de la Commission européenne. Il en va de l'équilibre institutionnel européen.

En ce qui me concerne, réélu le 7 juin dernier au Parlement européen, c'est avec passion que j'ai retrouvé la commission Emploi et Affaires sociales.

Il s'agit de faire avancer l'harmonisation des conditions sociales par le haut en Europe. Je considère prioritaires l'adoption d'une directive horizontale sur les services d'intérêt général ainsi que l'élaboration d'une nouvelle révision de la directive temps de travail.

Dans ce cadre, l'élection de Madame Marian Harkin, membre du Parti Démocrate Européen, en tant que coordinatrice de notre groupe ADLE, me renforce dans l'idée que nous allons pouvoir initier de nouvelles impulsions. À l'heure où la crise sociale frappe de nombreux citoyens européens, il est primordial de lui apporter notre confiance et tout notre soutien pour l'ensemble des échéances à venir.

En tant que suppléant de la commission développement régional, je souhaite travailler pour que les politiques régionales restent le pilier central de la solidarité européenne et contribuent au succès de la réunification de l'Europe. Par ailleurs, de nombreuses régions doivent être accompagnées sur le chemin de la compétitivité, de l'innovation et de la recherche: Ces deux engagements sont complémentaires et visent à défendre l'idée d'une plus forte cohésion sociale au sein de l'Union européenne.

Dans la continuité de mes engagements politiques, j'ai profité de cette première session à Strasbourg pour engager notre réflexion sur le changement climatique. La Suède, qui vient de prendre les rênes du Conseil européen, semble disposer de nombreux atouts et de fortes convictions à ce sujet: C'est encourageant.

Il s'agit maintenant d'élaborer l'après-Kyoto. Cela passe par l'obtention d'un accord chiffré et ambitieux. Le tout avec des étapes intermédiaires sérieuses lors du sommet de Copenhague en décembre prochain: Il s'agira d'être particulièrement vigilant.

Robert Rochefort



D'abord, une énergie considérable qui se ressent dans les couloirs-même de cette immense maison. Mis à part quelques eurosceptiques, l'idéal européen est très largement partagé. Puis, c'est aussitôt la complexité qui paraît évidente. Comment faire se comprendre tant d'élus venant d'histoires si différentes, parlant des langues multiples avec la tentation permanente que l'anglais administratif écrase les nuances et les cultures au nom de l'efficacité du traitement des dossiers ? On dit que le Parlement européen est le lieu du compromis par excellence. Aucun parti ne disposant de majorité absolue, les alliances sont indispensables. C'est une école de la démocratie bien différente de celle que nous connaissons dans le jeu politique national. Mais cela débouche aussitôt sur une question majeure : comment garder du souffle, faire en sorte que le projet ambitieux subsiste ? Jusqu'où faut-il aller dans le compromis ? Quelles lignes ne faut-il pas franchir pour rester fidèle à nos convictions ? Ce qui est essentiel.

Sylvie Goulard



La première séance plénière du Parlement européen, à Strasbourg, vient de se terminer. Ma première impression : une « bleue » qui plonge dans le bleu. Dans l'hémicycle sobre, moderne, la couleur du drapeau européen domine. Pas de dorures, ni de fioritures, pas de fresques épiques. Juste du bleu et, dans les oreilles, le son des différentes langues pratiquées dans l'Union européenne. 23 langues officielles et même un député sourd muet qui s'exprime grâce à des interprètes du langage des signes.

Lors de la levée du drapeau qui a précédé l'ouverture de la session, sur le parvis du bâtiment Louise Weiss, j'ai plus que jamais compris où réside la difficulté à parler d'Europe, à faire rêver d'Europe. En comparaison des hymnes nationaux, souvent guerriers qui font appel aux « tripes », comme La Marseille ou l'inno di Mameli italien, l'Union européenne chante la fraternité. Pas d'ennemis, pas d'actions glorieuses, pas de sang impur qui abreuve nos sillons, ni de casque de Scipion. Juste une chorale d'enfants alsaciens qui invoquent la joie d'une voix claire. Au moins, en Alsace, on ose chanter les paroles de Schiller, en allemand. Freude !

Le lendemain, quand Hans-Gert Pöttering passe le flambeau au nouveau Président polonais, M. Buzek, on peut se borner à voir un monsieur aux cheveux blancs, conservateur, céder sa place à un autre monsieur aux cheveux blancs, conservateur. Pas de quoi se pâmer. A moins de réfléchir un peu à ce que signifie, à la présidence du Parlement européen, l'avènement d'un Polonais. Et que ce Polonais, originaire de Silésie succède à un Allemand. Et qu'il ait participé à la création de Solidarnosc, comme le défunt Bronislaw Geremek qu'en 2004 déjà, le groupe démocrate et libéral aurait voulu donner comme président à la première assemblée de l'Europe élargie.

Le drame de l'Europe c'est qu'elle a le don de banaliser les événements les plus extraordinaires. La paix n'est pas spectaculaire. La fraternité non plus, ni le compromis.

Les eurosceptiques, les eurotièdes, les blasés diront qu'il ne s'est rien passé la semaine dernière ; juste la première session du seul Parlement supranational du monde, juste le dernier pas des 20 ans qui auront été nécessaires pour mettre fin à la guerre froide.

Et maintenant, au travail. Ce sera moins lyrique mais encore fallait-il faire ce petit rappel. Alle Menschen werden Brüder...

Nathalie Griesbeck,



Le nouveau Parlement européen a été "installé", selon la formule consacrée, le 14 juillet dernier à Strasbourg, siège de cette institution essentielle et fondamentalement démocratique qui représente près d'un demi-milliard de citoyens européens.

Belle rentrée politique qui coïncide de surcroît avec notre fête nationale ; nous avons beau être ici en France, le Parlement européen doit reprendre ses travaux d'arrache pied car les citoyens, bien qu'ayant boudé les urnes, portent paradoxalement un véritable espoir dans la capacité de l'Europe à répondre à la crise et, plus largement, à définir les contours d'une société idéale pour le 21^{ème} siècle.

Les Européens rêvent d'une Europe qui les protège en favorisant une approche humaniste, sociale et environnementale dans toutes les prises de décisions ; d'une Europe qui garantisse à la fois la liberté et la sécurité en refusant de mettre l'argent, le strass et les paillettes au centre des priorités.

Dans ce contexte, je me réjouis que le nouveau président de notre groupe politique (Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe), Guy Verhofstadt, ait obtenu pour la première fois un accord politique tripartite avec les deux autres grands groupes du Parlement européen. Les postes clés du Parlement ne feront désormais plus l'objet d'accords de maquignons. Nous pourrons compter à notre actif deux présidences de commissions parlementaires particulièrement importantes dans le contexte actuel : la commission des affaires économiques et monétaires d'une part et la commission temporaire sur la crise économique d'autre part.

Désormais bien investie dans les fonds structurels qui participent au dynamisme de nos régions, j'ai choisi aussi de m'engager au cours de ce mandat dans les dossiers relevant des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures. En effet, l'Union européenne arrêtera dans ces domaines, au mois de décembre prochain lors du sommet de Stockholm, notre programme d'action pour la période 2010-2014. Or, de grandes causes sont en jeu dans le domaine des droits fondamentaux liés notamment au traitement des données numériques, à la politique d'asile et d'immigration, ou encore à la lutte contre le crime organisé. Je compte ainsi poursuivre le travail engagé ces derniers mois avec les militants du Mouvement Démocrate réunis au sein du groupe de travail Liberté Justice et Sécurité que j'ai eu l'honneur de conduire.

Corinne Lepage



L'entrée pour la première fois dans l'hémicycle de Strasbourg a été un moment fort, qui m'a rappelé un peu ma première participation au Conseil des ministres. Nous représentons plus d'un demi-milliard de personnes, et il se dégage à la fois une impression de force et de grande diversité, donc de faiblesses potentielles. J'ai la chance et l'honneur d'avoir été élue 1^{ère} vice-présidente de la commission environnement, santé publique et sécurité alimentaire. L'idée de pouvoir m'investir dans les travaux de cette commission est très enthousiasmante, d'autant qu'à quelques mois du sommet de Copenhague, son rôle sera capital pour l'élaboration de la politique de l'Union européenne en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Par ailleurs, je me réjouis de travailler avec son président, Jo Leinen, que j'ai connu dans d'autres temps alors qu'il était Ministre de l'environnement de la Sarre. J'avais alors défendu la Sarre devant la Cour de Justice des Communautés Européennes.

Concernant l'installation du Parlement, le symbole que constitue l'élection d'un nouveau président polonais est fort, même si l'homme n'apparaît guère charismatique. De manière générale, je suis frappée par la forte présence aux postes clés des eurodéputés allemands et britanniques, alors que les Français sont absents du Bureau du Parlement, constitué des Vice-Présidents et des questeurs. Comme je m'y étais engagée, j'adresserai mensuellement une lettre détaillée aux adhérents de la circonscription Nord Ouest sur l'avancée des travaux parlementaires.